

Remise sur les rails



PAS VRAIMENT SURPRIS, Claude Robert, le maire de Vandières, de voir la gare d'interconnexion TGV redevenir un dossier d'actualité, qui agite le Landerneau après l'annonce par Christian Eckert, le secrétaire d'État au Budget, que le financement est assuré.

« C'est cyclique », observe-t-il, amusé ou agacé. « Masseret s'était fait élire avec, à la Région, une première fois en 2004. Il n'a rien fait jusqu'en 2010, et a remis le sujet sur la table pour sa réélection. Après l'enquête publique favorable, et la prise de décret d'utilité publique, il ne pouvait plus rien dire. » Le président du conseil régional a choisi d'organiser une consultation, le 1er février prochain, afin que les Lorrains donnent leur avis.

Claude Robert n'est pas de ces élus qui continuent de se lamenter de l'option prise. « Puisque ç'a été décidé, ça ne sert à rien », fait-il valoir. Même si pour lui, à partir du moment où l'enquête publique avait rendu son verdict, il n'y avait qu'à s'y conformer. « Sinon, à quoi a-t-elle servi ? », s'interroge-t-il. « Que deviennent les représentations nationales et locales ? On est élu, on a des responsabilités, on les assume. »

Motions de soutien

On le sent prêt à mener campagne, sans masquer ses craintes : « Ça va être très dur de convaincre les gens, de les mobiliser pour qu'ils aillent voter. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas essayer. Ceux qui se disent contre, n'auront pas de peine... » Il va falloir bien expliquer qu'il s'agit d'un projet structurant pour longtemps, et mettre en évidence la possibilité offerte de connecter au TGV l'axe TER Épinal-Luxembourg « sur lequel se greffent 60 % de la population lorraine ». Souligner que l'argent provenant de la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) étant exclusivement réservé au TGV-Est, s'il n'est pas utilisé là, il sera perdu pour la Lorraine.

La gare, Claude Robert est donc bien pour. Il en a donné la preuve en son temps quand sa commune a accordé 10.000 EUR pour accompagner le projet. Proposant à la communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson lors du conseil communautaire de la semaine

dernière de s'engager à son tour avec un investissement d'un million d'euros. Sans être entendu. Seule une motion de soutien a été votée en séance. Le lendemain, c'est son conseil municipal qui a pris une délibération dans le même sens. « On en a repris une après 2000, 2001, 2006, 2009. On s'est toujours montré pour la gare, on l'a toujours soutenue. Contrairement à ce que l'on répète. »

Voilà l'occasion pour lui de battre en brèche les idées reçues. Tout ça parce qu'il a, autrefois, engagé un recours contre la SNCF, on l'a rangé parmi les opposants au TGV. « C'est vrai que comme tout un chacun, j'aurais préféré le voir chez le voisin. Mais quand il y a l'intérêt général, je ne conteste pas. Je luttais simplement contre les expropriations de terrains deux fois plus importantes que les besoins », rappelle-t-il. Un excès de pouvoir selon lui. Ce qu'il a défendu devant les tribunaux, « qui m'ont donné raison ».

Ce qu'il n'a jamais compris, c'est pourquoi la construction de la gare de Vandières n'avait pas été planifiée au moment de la construction de la LGV-Est (ligne à grande vitesse). L'argument de dire que ça l'aurait retardée le laisse pour le moins sceptique. « Faux, on avait largement la possibilité entre la signature du protocole additionnel et le début des travaux d'entreprendre l'enquête publique. On a eu peur... » Une fois que la première pierre avait été posée à Louvigny, c'était difficile de revenir en arrière.

Il en ira de même à Vandières. À la condition qu'elle se fasse...

F.-X. G. Demain : Retour sur 2014, l'année où la centrale charbon EDF de Blénod s'est arrêtée.